

Niveau(x) d'enseignement: 9
Centre d'intérêt: 914

Numéro EDUG : 8670488

Québec (Province) Comité provincial d'éducation populaire dans les commissions scolaires régionales.

Rapport du Comité provincial d'éducation populaire dans les commissions scolaires régionales. 2, Portrait de l'éducation populaire telle que vécue dans les commissions scolaires régionales / Yvon Laviolette. -- Québec : Editeur officiel du Québec, 1976.
iii, 91 f. ; 28 cm.

Vedette(s)-secondaire(s): Laviolette, Yvon

Descripteur(s): Education populaire + Commission scolaire régionale + Opinion de l'administrateur + Opinion de l'enseignant + Formateur + Service de l'éducation des adultes + Education des adultes

Le tome II du rapport du Comité vise à fournir un portrait de l'éducation populaire telle qu'elle était vécue en 1976-1977. Il regroupe les principales opinions émises par les directeurs d'éducation des adultes, les porteurs du dossier éducation populaire et les formateurs en éducation populaire. Le rapport est divisé en trois grands chapitres: un pour les directeurs, un pour les porteurs de dossier et un pour les formateurs. A l'intérieur de chacun des chapitres, on retrouve neuf sous-chapitres correspondant aux neuf dimensions du schéma d'entrevue: définitions, objectifs et moyens, promotion, besoins et évaluation, services offerts, gestion, contexte pédagogique, les divers intervenants dans le milieu et la clientèle. Cinquante personnes provenant de 18 commissions scolaires régionales ont participé à l'enquête; c'est d'elles que proviennent les informations contenues dans ce document qui est avant tout descriptif.

Type de document: q
Notice(s) connexe(s): 8670487

PORTRAIT DE L'EDUCATION POPULAIRE
TELLE QUE VECUE DANS LES
COMMISSIONS SCOLAIRES REGIONALES.

Rapport du Comité provincial
d'éducation populaire dans les
commissions scolaires régionales

TOME II

Yvon Laviolette
SEP - DGEA
15 novembre 1976

PORTRAIT DE L'EDUCATION POPULAIRE
TEILLE QUE VECUE DANS LES
COMMISSIONS SCOLAIRES REGIONALES.

Rapport du Comité provincial
d'éducation populaire dans les
commissions scolaires régionales

TOME II

Yvon Laviolette
SEP - DGEA
15 novembre 1976

TABLE DES MATIERES

	Page
AVANT-PROPOS	111
INTRODUCTION: notes méthodologiques	1
Chapitre 1: Point de vue des directeurs d'éducation des adultes sur l'éducation populaire	4
1.1 Les définitions	4
2.1 Objectifs et moyens	11
3.1 Promotion	19
4.1 Besoins et évaluation	22
5.1 Services offerts	28
6.1 Gestion	29
7.1 Contexte pédagogique	37
8.1 Les divers intervenants dans le milieu . . .	38
9.1 Clientèle	42
Chapitre 2: Point de vue des porteurs du dossier éducation populaire	43
2.1 Les définitions	43
2.2 Objectifs et moyens	48
2.3 Promotion	52
2.4 Besoins et évaluation	55
2.5 Services offerts	58
2.6 Gestion	60
2.7 Contexte pédagogique	63
2.8 Les divers intervenants dans le milieu . . .	65
2.9 Clientèle	66

Page

Chapitre 3: Point de vue des formateurs en éducation populaire	68
3.1 Les définitions	68
3.2 Objectifs et moyens	74
3.3 Promotion	78
3.4 Besoins et évaluation	81
3.5 Services offerts	83
3.6 Gestion	84
3.7 Contexte pédagogique	87
3.8 Les divers intervenants dans le milieu . . .	90
3.9 Clientèle	91

AVANT-PROPOS

Nous présentons ici un rapport descriptif visant à fournir un portrait de l'éducation populaire telle que vécue à l'heure actuelle dans les commissions scolaires régionales. Ce document demeure avant tout un outil de travail commandé par le Comité provincial d'éducation populaire dans les CSR. L'étape suivante pour ce comité va consister à présenter un rapport final contenant: 1^o une analyse des informations contenues dans cette description et 2^o un ensemble de recommandations au "Comité de la formation du citoyen".

INTRODUCTION: notes méthodologiques

Le rapport qui suit constitue un regroupement, sous forme de texte, des principales opinions émises par les directeurs d'éducation des adultes, les porteurs du dossier éducation populaire et les formateurs en éducation populaire sur chacune des neuf dimensions du schéma d'entrevue: définitions, objectifs et moyens, promotion, besoins et évaluation, services offerts, gestion, contexte pédagogique, les divers intervenants dans le milieu et clientèle.

Concrètement, le rapport sera divisé en trois grands chapitres: un pour les DEA, un pour les porteurs de dossier et un pour les formateurs. À l'intérieur de chacun de ces chapitres, on retrouvera neuf sous-chapitres correspondant aux neuf dimensions du schéma. Chaque sous-chapitre pourra lui-même être divisé en thèmes qui regrouperont plusieurs opinions. Il serait bon de rappeler ici la difficulté qui existe de catégoriser rigoureusement les informations recueillies. Cela tient surtout au lien de parenté étroit qui unit les dimensions du schéma d'entrevue; il y aura donc un certain chevauchement.

Trois variables avaient été privilégiées au début de la recherche, soit le statut professionnel des répondants, leur provenance géographique - urbain, semi-urbain et rural - et l'appartenance linguistique de la CSR. Cependant, il s'avéra très difficile de conserver la

variable "provenance géographique" du fait que plus des trois quarts de notre échantillon oeuvraient à la fois en milieu urbain et rural. Il devenait par conséquent assez ardu de distinguer, à l'intérieur du discours d'un DEA, ce qui se rattachait à son expérience en milieu urbain et ce qui se rattachait à son expérience en milieu rural. Toutefois, comme cette variable nous apparaît toujours très importante, nous tenterons de la conserver comme cadre général de référence. Pour ce faire, nous ferons ressortir, à chaque fois qu'il sera possible, les différences qui existent entre milieu rural et milieu urbain en ce qui a trait à l'éducation populaire.

Quant à la variable "appartenance linguistique de la CSR", elle ne semble pas influencer significativement l'orientation que se donne un SEA en éducation populaire. Par conséquent, cette appartenance linguistique ne sera relevée que lorsqu'elle semblera jouer un rôle quelconque dans les réponses fournies.

De par la forme qu'il prend, le rapport est donc centré sur la variable "statut professionnel des répondants". Nous ne croyons cependant pas que cette variable soit plus significative que la variable "provenance géographique". Nous devons admettre que la commodité méthodologique a joué pour beaucoup en faveur de ce choix.

Cinquante (50) personnes provenant de dix-huit (18) commissions scolaires régionales (sur un total possible de 80) ont participé à l'enquête et constituent l'échantillon d'où proviennent les informations contenues dans ce texte. Ce document est d'abord descriptif bien qu'il y ait certaines réflexions analytiques. Il constitue un outil de travail à l'usage du Comité provincial en éducation populaire.

N.B. Symbole utilisé: *; notes analytiques ou explicatives de l'auteur.

Chapitre 1: Point de vue des directeurs d'éducation des adultes sur
l'éducation populaire

1.1 Les Définitions

1.1.1 Généralité

Ce qui se dégage le plus clairement des réponses obtenues, c'est que l'éducation populaire constitue un type de formation devant répondre aux besoins exprimés par la population, que ce soit des besoins individuels ou collectifs. Cependant, il semble que l'on traite beaucoup plus les besoins individuels si l'on se réfère aux entrevues réalisées. Ce type de besoins sera ailleurs dénommé par certains comme étant "culturels" alors que les besoins collectifs recevront l'étiquette de "sociaux". Si l'on accepte cette distinction, l'expression "formation socioculturelle" s'avère assez inappropriée au contexte de l'éducation populaire dans les CSR.

On a mentionné également à plusieurs reprises que l'éducation populaire demeure un moyen d'habiliter les gens à mieux fonctionner dans leur milieu, à identifier des besoins et à formuler des objectifs. Certains iront jusqu'à dire que l'éducation

populaire représente la formation qui permet à un peuple de se prendre en charge*.

Plusieurs avanceront carrément que l'éducation populaire, c'est avant tout des loisirs qui visent à promouvoir le bien-être ou l'épanouissement personnel. Dans cette optique, les apprentissages comme tels serviraient avant tout de prétexte à une sortie sociale structurée. Un DEA anglophone dira même que dans les Laurentides, l'éducation populaire demeure à peu près la seule forme de loisirs organisés pour les anglo-qubécois; il ajoutera que c'est également leur seule possibilité de regroupement.

1.1.2 Spécificité de l'éducation populaire

D'après les réponses, deux caractéristiques marquantes de l'éducation populaire peuvent être dégagées: son non-académisme et sa grande souplesse. Du fait que l'éducation populaire ne conduit pas à l'obtention d'un diplôme, elle permet une marge de manoeuvre, une possibilité d'innover nettement plus considérable qu'en formation générale ou professionnelle. Les aspects

* On doit cependant noter que cette dernière opinion est le fait de quelques-uns et procède davantage d'une prise de position idéologique que d'une lecture fidèle de la réalité.

de non-formalité, d'évaluation personnalisée des apprentissages, des relations plus informelles avec les formateurs ont été relevées par presque tous les répondants.

On a mentionné également que l'éducation populaire était devenue, dans plusieurs cas, de la formation sur mesure. Dans un certain nombre de CSR, on construit en effet des programmes de toutes pièces pour répondre à des besoins très précis dans divers domaines. Encore là, on relève que la grande souplesse, spécifique à ce type de formation, a souvent permis à l'éducation populaire de faire oeuvre de pionnier en ce domaine*1.

Un des répondants explique ainsi cette grande souplesse: "L'éducation populaire a grandi trop vite pour être encadrée dans des normes administratives rigides et préétablies; les innovations pédagogiques en éducation populaire ont joué dans une certaine mesure sur les structures administratives des SEA"*2.

*1 Il est à noter que le degré de dynamisme varie considérablement d'une CSR à l'autre. Certaines se contentent de transmettre un peu machinalement les programmes de la DGEA alors que d'autres font vraiment figure d'avant-garde en matière éducationnelle.

*2 Cette liaison entre l'innovation pédagogique et le mode organisationnel va devoir être analysée attentivement.

Une dernière intervention mérite d'être relevée ici: un DEA mentionnait que l'éducation populaire doit être un acte éducatif et non une activité éducative. Ainsi, apprendre à jouer d'un instrument de musique constituerait un acte éducatif alors que s'entraîner constituerait plutôt une activité pédagogique. Ce répondant insistait sur le fait que seul l'acte pédagogique demeure du ressort du ministère de l'Education. Les activités éducatives relèvent quant à elles, des loisirs de villes, etc.*

1.1.3 Définition provinciale vs réalité locale

Sur cette question de l'adéquation entre la définition provinciale et la réalité locale, il faut d'abord mentionner que la majorité des répondants ou bien ne connaissaient pas cette définition ou bien ne s'en souvenaient plus. La définition leur était alors transmise par l'interviewer.

On peut relever deux façons distinctes de réagir à cette définition. En premier lieu, on en fera ressortir la dimension très théorique en précisant qu'une telle définition ne peut coller à la réalité vécue dans telle commission scolaire.

* Cette distinction nous apparaît assez fondamentale pour inviter les membres du Comité à s'y arrêter.

Lorsqu'on demande les causes de ce fossé, plusieurs répondants mentionneront les disparités régionales, les problèmes concrets de la communauté, la sous-scolarisation de la population, etc. On en arrivera même, dans certains cas, à nier la possibilité et l'utilité d'avoir une définition provinciale.

D'autres répondants, par contre, soutiendront que la définition provinciale contient un principe tellement large qu'on ne peut pas vraiment être en désaccord; on peut également, toujours grâce à ce principe, justifier à peu près toutes les activités en éducation populaire d'après eux.

La deuxième façon de réagir consiste à dire que la définition provinciale est trop centrée sur l'aspect collectif et ce, au détriment de l'enrichissement individuel. Or, comme les activités actuelles de l'éducation populaire s'adressent d'abord à des individus, un tel focus de la DGEA déplaît à plusieurs directeurs d'éducation des adultes*.

* Dans plusieurs entrevues, les répondants se sont complus à opposer, généralement de façon superficielle, la promotion collective à l'enrichissement individuel en éducation populaire. Il s'agit là, à notre avis, d'une rationalisation ou d'un faux-fuyant commode pour éviter de devoir justifier leur inaction en promotion collective.

Mentionnons en terminant que plusieurs DEA endossent la définition provinciale en soulignant que tous doivent tendre vers la finalité incluse dans cette définition mais que, opérationnellement, elle ne s'applique pas.

1.1.4 Animation communautaire et éducation populaire

Il existe grosso modo trois points de vue sur les relations qui existent entre animation communautaire et éducation populaire. Le premier consiste à prétendre que l'animation communautaire serait au service de l'éducation populaire en ce sens que ce type d'action sert à déceler les besoins latents d'une collectivité. Une fois cette opération complétée, "l'éducation populaire cours" prend la relève et met en branle les programmes requis pour répondre aux besoins décelés.

Le deuxième point de vue représente l'autre extrême. Dans cette optique, "l'éducation populaire cours", en formant des groupes, fournit à l'animation communautaire un terrain propice pour agir. Dans cette logique, l'éducation populaire cours débouche sur l'animation communautaire qui, elle, débouche sur la prise en charge individuelle et collective.

Le troisième point de vue se situe à mi-chemin entre les deux premiers. Il consiste à dire que l'on ne peut pas trancher de façon aussi catégorique et affirmer que l'un est au service de l'autre. D'après plusieurs DEA, animation communautaire et éducation populaire constituent les deux dimensions d'une seule et même réalité. Parfois, l'animation communautaire apparaîtra plus appropriée pour répondre à certains besoins, parfois les cours d'éducation populaire comme tels apparaîtront comme le moyen le plus pertinent pour d'autres besoins*.

Ce dernier point de vue vise à dépasser cette fausse opposition entre éducation populaire et animation communautaire.

Pour certains répondants, chez qui les deux secteurs fonctionnent indépendamment, l'éducation populaire et l'animation communautaire possèdent la même finalité mais la première s'adresse à des individus et la seconde à des groupes constitués.

Quelques DEA ont cru nécessaire de souligner le peu d'emprise de l'animation communautaire dans le milieu. Cette forme d'intervention aurait pas mal de difficulté à s'implanter, en partie à cause du traditionalisme des populations.

* Ce type de nuance, qui nous apparaît fondamental, est omis dans le rapport sur l'animation communautaire. A vouloir trop privilégier un type d'approche, on simplifie dangereusement la problématique.

2.1 Objectifs et moyens

2.1.1 Les finalités

De façon générale, les DEA identifient la finalité de l'éducation populaire comme étant la réponse à des besoins sociaux, économiques et culturels; besoins exprimés par des individus ou des groupes. On vise ainsi à aider individus et groupes à mieux fonctionner dans leur milieu en les familiarisant avec certaines caractéristiques de ce milieu. Cette finalité de l'éducation populaire la différencierait des autres types de formation, selon certains répondants.

On a relevé également comme finalité de fournir aux adultes les moyens nécessaires pour leur permettre de développer leurs habiletés manuelles. Il s'agit en substance de faciliter chez l'adulte l'expression de sa personnalité via des cours techniques en éducation populaire*.

Un intervenant a cru nécessaire de mentionner que la finalité de l'éducation populaire devait se définir en termes éducatifs plutôt que récréatifs: "Il faut permettre aux gens de se perfectionner plutôt que de se distraire".

* Cette finalité demeure sans nul doute celle qui s'est le mieux opérationnalisée en éducation populaire depuis 1966.

En dernier lieu, à la limite entre les finalités et l'opérationnalisation, on peut transcrire cette remarque d'un intervenant qui traduit l'opinion d'une majorité. "Notre objectif provincial, c'est de répondre au plus grand nombre de besoins et ce, au mieux de nos capacités"*1.

2.1.2 Objectifs concrets

Il est symptomatique à notre avis que peu de répondants aient pu définir ce qu'étaient les objectifs concrets de leur SEA en éducation populaire. Trois DEA seulement ont pu se prononcer là-dessus. On a mentionné dans un cas que "l'éveil social de la femme" constituait un objectif précis, dans un autre que l'on voulait faciliter l'accès de l'éducation populaire aux milieux défavorisés et finalement un DEA déclarait que son service cherchait à s'infiltrer dans le réseau des associations*2.

2.1.3 Facteurs contraignants et moyens

Ce qui se dégage le plus clairement, c'est le fossé qui existe entre l'orientation promue par la DGEA et les moyens

*1 La finalité de l'éducation populaire serait alors celle que veut bien se fixer la communauté desservie par la CSR.

*2 Généralement, les DEA ont tendance à se maintenir à un certain niveau de généralités par rapport au sens et à l'orientation de l'éducation populaire. Cela tient vraisemblablement au type de fonction qu'ils exercent et à leur manque de sensibilisation sur ce type de formation. Est-il nécessaire de changer cet état de choses ?

concrets qu'elle met à la disposition des CSR pour actualiser cette orientation. Ainsi, on fait ressortir que la promotion est indispensable mais qu'il n'y a presque pas d'argent injecté dans ce domaine.

Dans les faits, selon certains DEA, ce sont les inscriptions qui surdéterminent l'action d'un SEA en éducation populaire. Or, les inscriptions vont vers les cours techniques; "avec l'argent dont dispose un SEA en éducation populaire, il n'a ni le temps ni les moyens de réaliser autre chose".

La politique de reconnaissance des cours en éducation populaire apparaît contraignante à certains: "On a beau avoir des objectifs, on se fait fourrer de la même façon par la DGEA. Lorsqu'on organise un cours pour répondre à un besoin spécifique, ça demande en général plus de travail que pour un cours reconnu. Or, non seulement, ils ne nous financent pas plusieurs de ces cours-là mais, ils ne nous reconnaissent même pas les heures dispensées".

Cette façon d'agir de la DGEA, selon ce répondant, a pour conséquence de forcer les SEA à autofinancer une foule d'activités, à exiger des taux élevés de scolarité, à "constituer une entreprise privée à l'intérieur d'un service public"*.

* On sera généralement assez sévère face à la façon dont est gérée l'éducation populaire par la DGEA.

Côté moyens physiques comme locaux, matériel, etc. il ne semble pas y avoir des problèmes de quantité mais plutôt de coordination. Quant aux ressources humaines, les milieux ruraux ont sensiblement plus de difficultés à s'en trouver que les milieux urbains.

2.1.4 Opérationnalisation des objectifs

Règle générale, l'opérationnalisation des objectifs d'un SEA en éducation populaire est laissée à la discrétion des porteurs de dossiers. Il arrive parfois que ce soit l'ensemble des professionnels du SEA qui orientent les divers types de formation, mais ce sera dans leurs grandes lignes; le responsable complète le tout.

Comme, dans la majorité des CSR, la demande structure l'offre, l'opérationnalisation s'en trouve grandement simplifiée: on ne refuse pratiquement pas de demandes du milieu tant qu'il y a de l'argent; après on arrête ou on autofinance.

Une CSR, en publicisant beaucoup son approche en éducation populaire, s'est attirée des tas de critiques positives et négatives. Ce feed-back joue un rôle de baromètre face aux goûts de la population.

Pour compléter ce thème, il nous semble important de rapporter ici un type particulier d'opérationnalisation en éducation populaire: le Centre Eureka. Confronté avec un nombre considérable de demandes très spécifiques, le SEA de la CSR Côte-Nord à Baie-Comeau a mis sur pied le Centre Eureka au lieu de toujours privilégier les cours comme moyens de répondre à des besoins. Essentiellement, il s'agit d'une certaine mise en commun des ressources du milieu. Plus de deux cents bénévoles, possédant diverses compétences, constituent la base du système. A chaque fois qu'un citoyen de la CSR appelle au Centre, il sera mis en contact avec quelqu'un qui peut l'aider. Les apprentissages sont très localisés dans le temps parce que très spécialisés. Ainsi, quelqu'un peut se faire expliquer au téléphone comment réparer sa tente-roulotte. Cette façon de procéder libère des fonds et des énergies pour organiser des cours quand c'est vraiment nécessaire. Le secteur d'éducation populaire joue le rôle d'intermédiaire entre la population et le groupe de personnes-ressources*.

2.1.5 Objectifs provinciaux vs objectifs locaux

Ce que l'on peut noter en premier lieu sur ce thème, c'est que les objectifs officiels de la DGEA ne sont pas déter-

* Les initiateurs de ce projet très intéressant précisent toutefois, qu'à leur avis, un tel mécanisme fonctionne mieux dans une région où il y a peu de service. La motivation apparaît alors suffisante pour rendre viable une nouveauté de ce genre.

minants dans l'orientation d'un SEA en éducation populaire. Cela tiendrait partiellement au peu d'ardeur et d'énergie déployé par la DGEA elle-même pour promouvoir ses propres objectifs.

D'après certains DEA, le fossé se retrouve d'abord à la DGEA; l'orientation pratique ou administrative du programme d'éducation populaire dans les CSR n'est pas en relation avec les objectifs théoriques. L'écart en question se situerait entre objectifs et moyens à la DGEA plutôt qu'entre objectifs provinciaux et objectifs locaux.

Quelques répondants ont souligné que les objectifs provinciaux étaient avant tout collectifs alors que l'on n'est pas encore parvenu à ce stade-là au local. "Il faut donner le temps aux individus de déboucher sur le collectif; si on les bouscule, ils vont décrocher".

2.1.6 Priorités

Lorsque la question des priorités en éducation populaire fut abordée, ce fut, pour une bonne majorité de DEA, leur première occasion de s'arrêter sur ce point. La seule priorité qui put alors ressortir clairement, ce fut "répondre au plus grand nombre de demandes". Passés ce stade, les répondants, sauf deux

ou trois, ne possédaient aucun critère prioritaire pour accepter ou refuser telle demande du milieu*.

En y réfléchissant, certains répondants voient des priorités en animation communautaire, d'autres en techniques. Quelques-uns laisseraient tomber les arts plastiques alors que pour d'autres, ce seraient les activités sportives qui devraient être éliminées.

La seule chose sur laquelle tout le monde s'entend, c'est que la DGEA est trop loin pour fixer les priorités et que cela doit revenir aux régions. Le fait que ces régions n'aient pas cru nécessaire d'adopter une telle démarche depuis dix ans ne trouble personne, à ce qu'il semble.

2.1.7 Anglophones

Un DEA anglophone a cru nécessaire de faire ressortir une différence entre anglophones et francophones pour ce qui étaient des objectifs provinciaux en éducation populaire.

* Cela tient, à notre avis, à la place relativement marginale qu'a toujours occupée l'éducation populaire dans une CSR. On recevait de l'argent et on s'organisait pour la dépenser, c'était ça la priorité en définitive.

Nous reproduisons ici intégralement son opinion: "Les objectifs provinciaux de l'éducation populaire originent des réformes scolaires des années 60 au Québec. De ce fait, ils ont touché beaucoup plus le côté francophone parce qu'ils cherchaient à influencer sur le cours de l'histoire québécoise. Parce qu'ils se situaient en marge de cette évolution, les anglophones n'ont pu endosser ces nouveaux objectifs de l'éducation populaire et sont demeurés liés aux anciens: loisirs, sortie sociale justifiée, etc."*.

* Il ne semble pas que les francophones eux-mêmes aient endossé les nouveaux objectifs.

3.1 Promotion

Nous ne traiterons pas dans ce sous-chapitre des moyens concrets de promotion utilisés dans les diverses CSR. Cette information se retrouvera au sous-chapitre 3 (promotion) du 2e chapitre de ce document, chapitre portant sur le point de vue des porteurs de dossier. On doit aussi mentionner que, souvent, les SEA n'étaient pas tellement au courant de ce qui se faisait comme promotion en éducation populaire.

3.1.1 Contraintes à la promotion

Quelques répondants ont jugé bon de soulever certains faits qui limitent le champ d'une promotion en éducation populaire. Le premier de ces faits, c'est que l'éducation des adultes en général et l'éducation populaire en particulier fonctionnent dans un cadre où elles sont encore perçues comme des intruses. Un SEA, en termes structurels, se trouve limité par la CSR dont il dépend pour une bonne part. "Tant qu'on ne possèdera pas en propre nos infrastructures, on va demeurer à la merci de tous et chacun pour ce qui est de l'atteinte de nos priorités".

Un répondant de la région de Montréal releva un type de contrainte assez particulier en disant que, chez eux, leur SEA ne pouvait pas se permettre d'avoir une promotion trop ef-

ficace. Lorsque cela se produit, ils ne sont pas à même de répondre aux besoins exprimés par la population.

On a mentionné à quelques reprises que l'animation communautaire ne pouvait pas tellement jouer son rôle de promoteur de l'éducation populaire à cause du traditionalisme de certaines régions. Cette mentalité aurait empêché cette nouvelle forme d'intervention de jouer pleinement son rôle.

Finalement, on a aussi mentionné que la rotation rapide des responsables d'organismes du milieu complique sensiblement la promotion via le réseau des organismes, base de la promotion pour plusieurs CSR.

3.1.2 Résultats de la promotion

Pour un certain type de besoins, i.e. ceux faisant appel à des habiletés manuelles, la promotion semble être trop efficace. En effet, on doit fréquemment refuser du monde. Pour ce qui est de la promotion pour les cours à portée plus sociale, elle semble être d'une inefficacité chronique. Quelques répondants soutiendront que les besoins de la population ne se situent

pas à ce niveau; pour d'autres, il s'agit d'un problème de promotion*.

Pour compléter sur ce thème des "résultats de la promotion", quelques répondants relevaient ce fait que l'éducation populaire touche des clientèles plus diversifiées qu'auparavant.

3.1.3 Commentaires généraux

Quelques répondants considèrent qu'il s'effectue une promotion externe opérée par les marchands locaux bénéficiant des cours en éducation populaire. Cependant, tous considèrent qu'il s'agit là d'un phénomène assez mineur et plutôt accidentel.

Sur la question des transferts possibles de clientèle entre l'éducation populaire et d'autres types de formation, les répondants n'ont que des impressions. Ils ne croient pas que ça se produise beaucoup parce que les clientèles à qui on s'adresse ne sont pas les mêmes.

* La promotion pour les cours à portée sociale est la même que pour les cours techniques, i.e. surtout de l'imprimé. Or, comme les cours à portée sociale visent souvent la satisfaction de besoins latents, il y aurait lieu de promouvoir autrement ces cours.

4.1 Besoins et évaluation

4.1.1 Expression des besoins

Le point qui ressort le plus clairement de ce thème, c'est que les besoins s'expriment différemment à la ville par rapport à la campagne. Dans le premier cas, ce sont des individus qui réagissent à une publicité et viennent s'inscrire. A la campagne, au contraire, ce sont souvent des groupes organisés qui acheminent des demandes au SEA. Dans les deux cas cependant, les besoins s'expriment avant tout en faveur des cours techniques.

Un répondant mentionne que la tendance à se monter des groupes subsiste encore mais de façon atténuée.

4.1.2 Détection des besoins (moyens)

Un des moyens les plus répandus de détecter les besoins d'une communauté consiste à se tenir en contact permanent avec les organismes qui oeuvrent dans le milieu. Certaines CSR travaillant à la campagne ont structuré un peu plus cette procédure en mettant sur pied un réseau de responsables de village qui est composé des personnes les plus actives du milieu. Ces responsables deviennent en quelque sorte les antennes du SEA

dans les municipalités et la courroie de transmission entre la population et le service public.

Une autre façon assez répandue de détecter les besoins consiste à faire remplir par les étudiants ou la population en général des questionnaires où ils formulent des suggestions, énoncent leurs besoins et se prononcent sur la façon la plus appropriée de les satisfaire. Les suggestions formelles ou informelles faites à l'intérieur des cours entreraient dans cette technique de détection.

Un troisième moyen consiste à faire de l'animation communautaire. A cet égard, SEAPAC semble avoir joué un certain rôle mais les opinions sont très partagées sur l'importance réelle de l'apport SEAPAC. Certains regrettent de ne pas avoir pu utiliser les animateurs de Multi-Média. Quoi qu'il en soit, l'animateur communautaire, dans plusieurs CSR, a effectué des tournées de promotion auprès des organismes avec le responsable d'éducation populaire.

Un fait intéressant à noter, c'est que les statistiques ne sont pratiquement jamais utilisées comme instrument pour localiser les besoins et cibler les clientèles. On prétend, règle générale, que les statistiques disponibles sont non pertinentes, ce qui expliquerait leur non-utilisation.

Un intervenant soulignait fort pertinemment que la détection des besoins réels n'est pas chose facile: "Poser des bonnes questions pour qu'elles signifient quelque chose est loin d'être aussi simple qu'on le pense"*..

4.1.3 Accueil

Règle générale, à ce qu'il semble, une demande formulée par le milieu à un SEA pour des cours ou des activités en éducation populaire a toutes les chances d'être acceptée à condition que le SEA ait l'argent requis. C'est donc dire qu'il n'y a pratiquement qu'un critère d'acceptation ou de refus des demandes: l'argent disponible. A cet égard, plusieurs répondants vont fustiger la DGEA parce que 1^o elle accorde des sommes ridicules qui obligent un SEA à trop autofinancer et 2^o elle encombre les SEA avec une foule de normes administratives inappropriées.

Sur des aspects plus opérationnels de l'accueil, les CSR ayant mis sur pied des réseaux de responsables de village ont fait assumer par ces derniers des aspects comme: information,

* Dans ce qui constitue à notre avis la majorité des cas, la détection des besoins ne cause aucun problème parce que la CSR n'est même pas capable de répondre aux demandes du milieu en techniques. Tant pis pour la détection des besoins latents.

accueil aux cours, initiation des nouveaux, etc. Dans quelques cas, un stage en "techniques d'accueil" a été offert à ces responsables.

On peut finalement mentionner une fois de plus le Centre Eureka comme formule d'accueil à des besoins très spécifiques. La CSR Côte-Nord de Baie-Comeau a également mis au point un mécanisme pour permettre aux gens ayant un problème commun de se regrouper.

4.1.4 Evaluation

Pour ce qui est de l'évaluation des apprentissages en éducation populaire, il y a quelques SEA qui procèdent de façon formelle avec questionnaires plus ou moins sophistiqués, analyse des réponses et investissement des résultats dans la planification et l'orientation du service.

Cependant, règle générale, ce sont les formateurs eux-mêmes qui procèdent à une évaluation de type informel avec réinvestissement possible la session suivante mais uniquement dans le cours du formateur qui a effectué l'évaluation.

Il y a deux ou trois cas intermédiaires où le porteur de dossier sert de transmission entre les formateurs pour per-

mettre une certaine mise en commun de techniques. Il peut réaliser cela en organisant des rencontres de formateurs ou en dialoguant avec chaque formateur.

Quelques répondants ont répondu, qu'à leur avis, l'étude du taux d'absence et d'abandon est la meilleure forme d'évaluation de la qualité des apprentissages.

4.1.5 Planification

Sauf dans deux cas, les SEA n'ont pas de plan de développement en éducation populaire. Pour expliquer cette situation, plusieurs répondants ont souligné que, pour avoir une planification quelconque, il faudrait à tout le moins un minimum budgétaire garanti et une vision à long terme de la DGEA en éducation populaire, ce qui manque également.

On mentionnera également que les objectifs en éducation populaire se modifient trop rapidement pour qu'il soit utile de fabriquer un plan. "On répond à des vagues, à des modes qui changent vite".

Même ceux qui possédaient un plan de développement abondaient dans le même sens: "Il y a trop de facteurs que nous

ne contrôlons pas pour que ça vaille vraiment la peine; c'est comme un casse-tête auquel il manque des morceaux"*.

* La volonté de la DGEA d'unifier les divers sous-programmes actuels devrait permettre une meilleure planification.

5.1 Services offerts

5.1.1 Services reçus de la DGEA

Exception faite des programmes de la DGEA et d'un peu de support lors de la construction de programmes-maison, les SEA dans leur totalité ne font pratiquement jamais appel à la DGEA. D'après les réponses, il semble que ce soit lié au désir de ne pas être encombré par des gens du Ministère dans les affaires internes du SEA. On veut conserver sa marge de manoeuvre: "On n'a jamais rien demandé à la DGEA; on s'organise à l'interne. Moins on en demande, mieux c'est".

5.1.2 Services offerts au milieu

Si l'on se réfère aux informations fournies par les DEA, il y a peu de services offerts au milieu exception faite des cours. Toutefois, les répondants avouent que les porteurs de dossier seront plus à même de répondre qu'eux-mêmes à cette question.

6.1 Gestion

Cette dimension "gestion" du schéma d'entrevue fut définitivement celle qui fut la plus débattue par les DEA. C'est également celle où les consensus furent les plus nombreux et les plus marqués.

6.1.1 Centralisation vs décentralisation

De façon pratiquement unanime, les DEA se sont prononcés pour une décentralisation de la gestion en éducation populaire*1. Les arguments pour appuyer une telle prise de position étaient de trois ordres: 1- On soutenait que, pour raisons d'efficacité, il était préférable que la gestion soit le plus loin possible de la DGEA. Les SEA sont plus à même que la DGEA de connaître les besoins de leur milieu et déterminer les moyens les plus adéquats pour y répondre. 2- On faisait valoir que les SEA avaient prouvé leur habileté à gérer des fonds publics et 3- Certains prétendaient que ce n'était pas à la DGEA qu'un SEA avait des comptes à rendre mais aux commissaires élus dans le milieu*2.

*1 Sur cette question de décentralisation en éducation populaire, plusieurs intervenants avaient tendance à la confondre avec la décentralisation pour l'ensemble de l'éducation des adultes.

*2 Il y a, nous semble-t-il, dans ces arguments, les indices d'une lutte de pouvoir à finir entre la DGEA et les DEA.

Conséquemment, tout le monde veut plus d'autonomie, de latitude, en définitive plus de pouvoir. Selon les préoccupations de chacun, les DEA énuméreront certains moyens pour parvenir à cette fin. Ces moyens tournent autour de deux pôles: les DEA veulent plus d'argent et moins de normes pour utiliser cet argent. Pour préciser un peu plus, les SEA désireraient recevoir une enveloppe globale - incluant, dans l'esprit de certains, tous les types de formation - et conserver la possibilité de la répartir selon leurs priorités (même si, en éducation populaire, il n'y a pas de priorités comme telles).

Certains disent qu'ils sont prêts à être contrôlés par la DGEA mais en fin de processus, i.e. à la fin d'une année d'opération. "On désirerait que cesse cette multitude de contrôles plus ou moins utiles".

Lors des entrevues, les répondants étaient amenés à se prononcer sur la forme de décentralisation qu'ils préconisaient: régionale ou locale. Quelques DEA émettent certaines restrictions sur un mode de gestion régional. Dans un cas, on mentionna des essais plus ou moins fructueux de régionalisation en formation professionnelle ou générale. Ailleurs, on soulignera que ça dépend des régions; ainsi les CSR de taille moyenne de l'île de Montréal risqueraient de se faire dominer par les très grosses. Conséquemment, dans certains cas, on considère que l'on risque moins en conservant le statu quo.

Quatre DEA ont senti le besoin de préciser qu'une gestion administrative locale - ou régionale - devrait être doublée au provincial par un leadership vigoureux de la DGEA. Si l'éducation populaire véhicule des aspirations québécoises, il est nécessaire que quelqu'un assume ce rôle.

Un DEA anglophone déclara être en faveur du statu quo. Pour lui, un mode de gestion régional impliquerait sa participation à l'action des CSR francophones. Comme il a déjà des contacts fréquents avec ces CSR, il ne voyait pas ce que ça donnerait de plus pour sa population anglophone. De toute façon dit-il: "Je trouve que notre marge de manoeuvre en éducation populaire est déjà assez considérable"*.

Quelques-uns ont mentionné qu'ils aimeraient voir la DGEA prendre le rôle de bassin de ressources ou lien de contrôleur.

6.1.2 Leadership dans le milieu et autres intervenants

A la question "Quel organisme est le mieux placé pour superviser l'éducation populaire dans un milieu ?", tous les ré-

* D'après les réponses obtenues au sous-chapitre des définitions, il ressortait que la grande souplesse était considérée comme une des caractéristiques les plus marquantes de l'éducation populaire. Il est curieux de constater que tout le monde, ou presque, demande moins de normes et plus de latitude.

pendants se sont entendus pour dire que c'était sans nul doute la CSR. Quelques-uns mentionneront toutefois qu'ils ne sont pas d'accord pour que la CSR contrôle les organismes du milieu. On préfère parler de supervision, de support ou d'assistance mais tout en soulignant qu'il est nécessaire d'avoir un centre de coordination - en l'occurrence la CSR -.

Pour renforcer cette position, on énumérera les moyens dont dispose la CSR comparée à d'autres organismes. Ce critère des ressources matérielles et humaines disponibles sera utilisé par plusieurs comme facteur prépondérant.

Les attitudes face aux autres intervenants seront assez diversifiées. Multi-Média a été plutôt mal perçu; on est en général assez sévère face à l'utilité de son action. Quant aux OVEP, on est partagé entre un goût de les contrôler - directement ou subtilement - et un goût de leur laisser une grande autonomie*.

Les CECEP seront parfois catalogués comme des marchands qui offrent la même chose que les CSR mais quatre ou cinq fois plus cher. On doit relever que, dans plusieurs cas, il n'y a pas

* L'attitude d'un DEA envers les OVEP est liée, nous semble-t-il, à la menace que représente l'organisme extérieur pour le SEA.

de problème de leadership parce que seule la CSR figure dans une région comme organisme à même d'offrir des services éducatifs.

Somme toute, on considère que la CSR doit jouer un rôle naturel de leader. Certains nuancent en précisant "en collaboration avec les autres organismes du milieu" mais l'idée demeure la même.

6.1.3 Autofinancement

C'est sur cette dimension que le consensus le plus fort s'est établi, quel que soit le statut professionnel des répondants. En effet, à deux ou trois exceptions près sur les cinquante personnes de l'échantillon, tous les interviewés considèrent qu'il est préférable que les gens paient quelque chose pour leurs cours en éducation populaire. La principale raison invoquée se résume à ceci: "Il est bon que l'individu doive payer un certain montant; ça le motive à prendre plus au sérieux son cours".

Cependant, presque tous considèrent également que le financement public demeure largement insuffisant. Selon plusieurs répondants, il est bon d'exiger un certain montant mais, dès qu'on dépasse un seuil, la balance bascule et l'on perd les clientèles moins favorisées. Or, d'après les DEA, c'est juste-

ment à cette impasse qu'est acculé un service d'éducation des adultes à cause de la politique de financement de la DGEA.

On soulignera par exemple qu'avec une grosse population, il y a toujours moyen d'autofinancer sans exiger des taux trop élevés. Toutefois, les CSR peu peuplés se retrouvent dans un cercle vicieux: "elles deviennent en quelque sorte une entreprise privée à l'intérieur d'un service public".

On s'en prend également aux critères de reconnaissance de cours pour fins de financement. Ainsi, on comprend mal par exemple pourquoi tricot est financé et non conditionnement physique. "Se maintenir en santé serait-il moins important que tricoter". Un autre répondant ajoutera: "Il est scandaleux que des individus doivent payer plus cher des services simplement parce que leurs besoins ne correspondent pas aux goûts ou à l'humeur des responsables de l'éducation populaire à la DGEA.

Pour corriger cette injustice, certaines CSR ont fixé un tarif égal pour tous les cours en éducation populaire, reconnus et financés ou non. Cette nécessité oblige les CSR en question à faire des pirouettes administratives assez régulièrement*.

* Cette position quasi unanime sur le financement de l'éducation populaire nous semble très importante, compte tenu de la déclaration du ministre Lachapelle à l'automne 75 à l'effet que toute l'éducation populaire devrait être autofinancée complètement.

Quelques DEA ont déclaré que l'enveloppe globale pour l'éducation populaire et le général à temps partiel leur apparaissaient comme un premier pas pour décentraliser la gestion en éducation populaire.

Un DEA soulignait que, chez lui, on finance avec l'argent du MEQ ce qui relève des apprentissages initiaux. Tout ce qui peut être considéré comme du perfectionnement est autofinancé.

En conclusion sur ce thème, tout le monde est d'accord pour que les usagers de l'éducation populaire paient une partie des coûts de cette formation. Cependant, tous considèrent que les fonds publics doivent défrayer leur quote-part - à peu près deux fois plus que les usagers -. Certains prétendront qu'il s'agit là d'une stricte mesure de justice sociale envers ceux qui paient toujours des taxes sans recevoir tellement de services.

6.1.4 Commentaires généraux

Il m'a semblé pertinent d'ajouter ce thème pour reproduire deux points de vue qui me semblent importants. Le premier établissait une certaine relation de dépendance entre la formation professionnelle et l'éducation populaire. On relevait en

bref que, sans les équipements de la formation professionnelle, l'éducation populaire serait réduite à bien peu de chose*.

L'autre point de vue, partagé par presque tous les intervenants, faisait état de l'importance accrue de l'éducation populaire à l'intérieur des SEA. "Une évolution rapide a caractérisé ce secteur depuis quelques années pour ce qui est de l'importance qu'on lui attache".

* Même si seulement deux DEA traitèrent de cette question, il me semble qu'elle vaut la peine qu'on s'y arrête.

7.1 Contexte pédagogique

Les DEA ont avoué presque unanimement être incapables de répondre aux questions sur cette dimension. La seule chose, en substance, qu'ils ont pu relever fut la plus grande souplesse permise dans ce type de formation. "L'initiative personnelle peut s'exprimer beaucoup plus facilement en éducation populaire que dans un autre type de formation".

D'après quelques DEA, l'absence de sécurité d'emploi n'influe pas sur l'esprit d'initiative et le rendement des formateurs.

8.1 Les divers intervenants dans le milieu

8.1.1 Contraintes à la collaboration

Théoriquement, les DEA se déclarent en accord avec le principe de la collaboration avec les autres intervenants oeuvrant dans le milieu. Toutefois, certains parleront des contraintes qui rendent difficile cette collaboration.

On peut déceler deux types de contraintes: celles que nous appellerons internes à la communauté ou au SEA et celles qui pourraient être qualifiées d'externes.

La première contrainte interne relevée tient à la place ambiguë d'un SEA à l'intérieur d'une CSR. On considère que la perception du SEA par le secteur régulier fausse en quelque sorte les possibilités réelles d'action du service d'éducation des adultes. On mentionnera également qu'entre les divers intervenants, on retrouve des jalousies, des conflits d'intérêt et de juridiction, des normes différentes, etc. On va même plus loin en disant: "les limites à la collaboration sont souvent très proches de nous; le blocage intervient souvent à l'intérieur même de la CSR". D'après quelques répondants, les contraintes les

plus sérieuses originent plus des personnes en place que des champs de juridiction*1.

On mentionnera finalement que, si tous les organismes veulent être autonomes, ça complique sensiblement la collaboration.

Quant aux contraintes externes, elles tournent toutes autour d'un même pôle: "Le gouvernement implante toutes sortes d'organismes pour oeuvrer dans le milieu sans trop déterminer quels sont les rôles et juridictions de chacun. Ça simplifierait sensiblement les choses au champ si on s'entendait au niveau ministériel".

Il y aurait donc nécessité d'un effort ministériel de clarification des mandats d'organismes pour que cesse une certaine anarchie dans le milieu: "Il y a beaucoup de jardiniers, chacun plantant sa graine un peu n'importe comment; il pousse n'importe quoi aussi!*2.

*1 Pour l'orientation d'un SEA face à la collaboration, il nous apparaît primordial de déterminer si ce sont les contraintes internes ou externes qui jouent le plus. On doit être attentif à trouver les causes réelles plutôt que de se réfugier dans des excuses toutes faites (responsabilité de la DGEA, pas assez d'argent, etc.).

*2 Organismes ou "jardiniers" en questions: SEA, Multi-Média, CLSC, Haut-Commissariat, etc.

8.1.2 Domaines de collaboration et moyens utilisés

On peut tracer un certain continuum pour ce qui est de la place de chaque CSR par rapport à la collaboration. A un extrême, il y a deux ou trois CSR qui font vraiment cavalier seul - parfois parce qu'il n'y a simplement pas de partenaire possible -. A l'autre extrême, on retrouve encore deux ou trois CSR qui fonctionnent beaucoup avec les autres organismes. Dans un cas, ça va même jusqu'à désirer un budget commun pour offrir plus de services à la population.

Cependant, dans la majorité des cas, on coopère de façon informelle et on évite de dédoubler des services. Les relations avec les autres organismes semblent en général assez bonnes. Via une certaine collaboration, quelques CSR espèrent prendre le leadership des activités d'éducation populaire dans le milieu.

Certains DEA ont cru nécessaire de faire quelques réserves par rapport à l'efficacité réelle de la collaboration. Ainsi, on notera que les comités transorganiques font souvent preuve d'une lourdeur et d'une inefficacité peu communes. On mentionnera également que la compétition entre organismes pour offrir des services à peu près similaires est loin d'être mauvaise en soi; selon deux répondants, elle améliorerait la qualité des services offerts.

Commentaires généraux

Concernant cette dimension des "intervenants dans le milieu", deux DEA voulurent émettre une opinion personnelle que nous reproduisons ici: "Le MEQ en général et la DGEA en particulier n'arrêtent pas de laisser aller des champs éducationnels à d'autres ministères. Tout ce qu'on avait réussi à regrouper à grand prix dans les années 60, on le laisse partir à cause d'un manque chronique de leadership". Et on ajoute "Si une multinationale était administrée comme le MEQ, il y aurait soit faillite rapide, soit limogeage en règle d'administrateurs".

Cette politique d'avoir plusieurs intervenants s'occupant de portions de clientèles ou d'individus aboutit à une espèce de compartimentation assez ridicule de la personne. "On ne traite pas avec des individus complets mais avec des portions d'individus".

9.1 Clientèle

Encore là, les DEA ne possèdent pas d'informations très précises. On peut cependant noter certaines de leurs impressions. La clientèle proviendrait particulièrement des classes moyennes - moyennes et moyennes - inférieures, entre 60% et 90% de cette clientèle (dépendant des CSR) s'inscrit en techniques et entre 75% et 90% de la clientèle est composée de femmes.

D'après les DEA, les gens viennent surtout pour se récréer et fabriquer quelque chose de leurs mains. Plusieurs sont conscients qu'il existe d'autres besoins - latents mais réels -. Cependant, ils avouent une certaine impuissance à les satisfaire et à rejoindre certaines parties de leur population.

Chapitre 2: Point de vue des porteurs du dossier éducation populaire

Dans le but de ne pas alourdir inutilement ce rapport, nous ne reproduirons pas toutes les informations fournies par les porteurs de dossier. En effet, lorsqu'il y aura concordance avec les opinions émises par les DEA, nous ne ferons que le mentionner. Les points de divergence et autres développements seront cependant transcrits.

2.1 Les définitions

2.1.1 Généralités

Sur ce thème particulier, les opinions des deux groupes convergent passablement. Même si les termes utilisés diffèrent, il n'y a pas de développements nouveaux qui justifient que l'on s'y attarde (voir p. 4).

2.1.2 Spécificité de l'éducation populaire

Comme on pouvait s'y attendre, les porteurs de dossier ont été plus à même de spécifier les caractéristiques propres de l'éducation populaire. Avant de traiter comme tels des ajouts fournis par ce groupe d'intervenants, mentionnons que eux aussi ont relevé les mêmes caractéristiques que les DEA.

Certains répondants précisèrent que l'éducation populaire s'adresse à toute la population sans égard au groupe social. Un porteur de dossier ira même jusqu'à dire que l'éducation populaire doit viser à diminuer le fossé qui existe entre les groupes sociaux.

On mentionnera également que l'éducation populaire colle aux besoins des gens, respecte leur rythme d'apprentissage: "C'est la seule formation où le contenu est fréquemment déterminé par le groupe". Dans cette même optique, l'absence de prérequis sera considérée comme une condition facilitante.

La dimension "loisirs" sera elle aussi relevée; le loisir, perçu comme détente ou comme façon de rencontrer du monde et de communiquer, suffirait à lui seul pour justifier l'éducation populaire, soutiendra un répondant.

L'éducation populaire sera aussi définie par certains comme "un ensemble d'activités culturelles et techniques qui visent à amener les gens à développer leurs capacités créatrices individuelles". Dans la même veine, on dira que l'éducation populaire, c'est "la présence apportée sur le plan culturel à des régions éloignées des grands centres".

Via les activités socioculturelles, "on initie les gens à se débrouiller dans des activités courantes, on les sensibilise au domaine socio-économique, on complète la formation d'un individu sans verser dans l'académisme".

La vocation collective ou individuelle de l'éducation populaire a fait l'objet de débat mais les opinions demeurent très partagées sur ce point. Nous ne serions pas à même d'avancer que la majorité des répondants privilégierait une approche plutôt qu'une autre. Les facteurs contextuels contraignants ou facilitants expliqueraient en partie les options prises par certains porteurs sur cette question*. "Nous ne sommes pas à égalité des chances: certains partent avec un handicap sérieux" soulignera un porteur de dossier.

2.1.3 Définition provinciale vs réalité locale

Sur ce thème, les porteurs de dossier ont développé à peu de choses près la même argumentation que les DEA. Ils ont précisé un peu plus si leur CSR était plus ou moins loin de l'orientation générale de la DGEA mais sans ajouter vraiment.

* Ainsi, le fait d'avoir ou de ne pas avoir de budget pour l'animation communautaire, l'orientation du SEA et les valeurs du DEA influenceraient de façon marquée la position du secteur éducation populaire.

Un porteur a toutefois émis une opinion qui peut possiblement clarifier la situation: "Il y a écart entre définition provinciale et réalité locale parce que cette définition idéalisée ne tient pas compte du niveau où se situent les gens. Nous, par contre, on doit absolument en tenir compte et y aller progressivement".

Un autre porteur de dossier, anglophone celui-là, ne voyait pas vraiment l'utilité d'une définition tellement large, qu'à la limite, elle ne veut rien dire et permet tout.

2.2.4 Animation communautaire et éducation populaire

Contrairement aux DEA qui établissaient un lien assez direct entre animation communautaire et SEAPAC, plusieurs porteurs de dossier vont parler de l'animation communautaire comme d'une réalité qui existait bien avant SEAPAC. "Conceptuellement, je ne vois pas de différence entre éducation populaire et animation communautaire mais, organisationnellement, il y en a une depuis la mise sur pied de SEAPAC".

Quant aux relations concrètes entre SEAPAC et éducation populaire, les opinions sont partagées. Pour certains SEAPAC apparaît comme une ambiguïté dont ils ne perçoivent pas

la valeur. On ne comprend pas trop pourquoi ça a été mis sur pied. Pour d'autres, l'animation communautaire réalisée par SEAPAC leur apparaît très utile au développement d'un SEA. Un répondant synthétisera assez bien, à notre avis, le problème: "Je pense que la qualité de la relation entre éducation populaire et animation communautaire est directement liée aux personnes en place"*.

Un intervenant soulignait que, dans les nouvelles rubriques budgétaires de la DGEA, on parle de SEAPAC comme d'un soutien à la formation. D'après lui, ce secteur déborde largement son mandat, d'où un certain conflit.

Finalement, on mentionna que la différence fondamentale entre animation communautaire et éducation populaire se situait au niveau des approches - l'une plutôt axée sur les cours et l'autre sur l'animation du milieu - et non au niveau des objectifs.

* Il nous semble que l'ambiguïté origine du rôle de l'animation communautaire. Certains porteurs de dossier se sentent menacés par l'allure englobante de l'animation communautaire à l'heure actuelle.

2.2 Objectifs et moyens

2.2.1 Les finalités

L'élément le plus important ajouté par les porteurs de dossier sur cette dimension se rattache à la notion de prise en charge individuelle et collective. On doit cependant mentionner tout de suite qu'une telle prise de position n'est pas le fait d'une majorité. Quelques répondants parlaient simplement d'une plus grande participation collective.

De façon très générale, deux porteurs de dossier avouèrent que la finalité de l'éducation populaire, c'est de: "fournir à la population ce qu'elle aime".

On relèvera également que l'éducation populaire doit tenter d'atteindre les clientèles défavorisées.

2.2.2 Objectifs concrets

Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, les porteurs de dossier ne se sont pas montrés beaucoup plus explicites que les DEA pour ce qui était des objectifs concrets du SEA en éducation populaire. On mentionnera que les objectifs

d'un SEA doivent être en définitive ceux du milieu. On dira également que l'éducation populaire, dans certains milieux ruraux, doit pallier à une absence de services.

Un répondant seulement nous communique un objectif précis: celui de remplacer la caractéristique "rencontre sociale" qui prédomine à l'heure actuelle par la dimension apprentissage.

Deux répondants nous informeront, qu'eux, ils aident les organismes du milieu offrant des activités autres que techniques.

2.2.3 Facteurs contraignants et moyens

Il semble que, dans l'ensemble, ce ne soit pas du côté matériel que se situent les problèmes. En effet, le secteur régulier de la CSR apparaît généralement plutôt coopératif - cela étant relié à la façon de voir du directeur général -. C'est surtout au niveau des ressources humaines et financières que l'on entrevoit les difficultés les plus sérieuses. On aurait besoin de plus de monde pour la promotion, on désirerait également offrir un perfectionnement aux formateurs. Certains considèrent les normes administratives comme des contraintes mais pas de façon aussi marquée que les DEA.

2.2.4 Opérationnalisation des objectifs

Si l'on part du fait que l'objectif le plus généralisé des SEA en éducation populaire, c'est de "répondre de façon satisfaisante au plus grand nombre de besoins exprimés par le milieu", comment s'y prend-on concrètement pour atteindre cet objectif ?

Dans la très grande majorité des cas, les porteurs de dossier, responsables de cette opération, mettent sur pied des cours. Cela inclut l'engagement des formateurs, les arrangements matériels, la révision, modification et même construction de programmes.

L'animation communautaire, pour quelques-uns, constitue également un moyen d'opérationnaliser les objectifs du secteur d'éducation populaire.

2.2.5 Objectifs provinciaux vs objectifs locaux

Les porteurs de dossier ont identifié deux dimensions caractérisant les objectifs provinciaux: une conscientisation aux rôles sociaux et la promotion collective. Pour ce qui est de la première dimension, dans la majorité des cas, il y aurait

continuité en objectifs provinciaux et locaux. Quant à la deuxième dimension, on observerait à peu près l'inverse.

"Si la réponse aux besoins latents constitue un objectif de la DCEA, je ne crois pas que beaucoup de CSR l'atteignent" dira un intervenant*1.

2.2.6 Priorités

Le premier point sur lequel tout le monde s'entend, c'est que les priorités doivent être définies au plan local. Il semble y avoir une tendance chez les porteurs de dossier à privilégier l'aspect social ou collectif. Ainsi, aider les groupes de base revient à quelques reprises comme priorités. On mentionne cependant qu'il est dangereux de couper du côté des techniques*2.

*1 Cela traduit bien, à ce qu'il nous semble, la réalité actuelle.

*2 Nous formulons l'hypothèse qu'il y a un lien entre le courant "animation communautaire" et cette prise de position des porteurs de dossier sur la promotion collective.

2.3 Promotion

2.3.1 Moyens de promotion

Pour ce qui est de la promotion formelle, l'imprimé demeure le médium le plus couramment utilisé. Ça se concrétise par des annonces dans les journaux mais surtout par l'utilisation de plus en plus marquée de brochures expédiées dans les foyers.

La radio, la télévision, les visites d'organismes, l'utilisation du réseau des responsables de village, les expositions annuelles, les annonces dans les cours et finalement l'animation communautaire constituent eux aussi des moyens de promotion. Ils seront utilisés de façon variable par les CSR. Certaines centrent leur promotion sur le réseau des organismes alors que, pour d'autres, il suffit d'envoyer à chaque session le prospectus.

Plusieurs répondants mentionneront que la promotion informelle s'avère plus efficace que la formelle. Le bouche à oreille serait en quelque sorte la meilleure publicité pour un SEA. Les marchands locaux et même des compagnies réalisent une certaine promotion de l'éducation populaire en espérant augmen-

ter ainsi leur chiffre de ventes. Les porteurs de dossier en général vont prendre leurs distances par rapport à ce type de promotion.

2.3.2 Contraintes à la promotion

Par rapport à ce thème, quelques-uns insisteront sur le traditionalisme ou l'inaccessibilité de certaines clientèles. Les groupes défavorisés et ruraux sont plus difficiles à atteindre. D'autres mentionneront qu'il manque beaucoup d'animateurs communautaires, spécialement pour la détection et la promotion des besoins latents d'une population et des besoins à portée sociale.

2.3.3 Résultats de la promotion

Si l'on mesure les résultats de la promotion en mettant en relation les inscrites aux cours par rapport à la population totale, c'est plutôt faible. Cependant, en chiffres absolus, la promotion s'avère très efficace et même trop dans certains cas. Ce type de formation a effectivement connu une progression rapide et continue depuis six ans. Il faudrait toutefois nuancer en précisant que ce sont les cours techniques ou à habiletés manuelles qui ont connu une telle vogue. Les cours à portée sociale

n'ont que très peu progressé et ont même diminué dans certains cas. Il y aurait, selon certains, à repenser une promotion pour ces cours-là.

2.4 Besoins et évaluation

2.4.1 Expression des besoins

Le seul élément nouveau à ajouter sur ce qui a déjà été dit par les DEA, c'est que la décentralisation ou la régionalisation des cours en éducation populaire - donner des cours dans les petits villages - a permis l'expression de nouveaux besoins.

2.4.2 Moyens de détection

Les porteurs de dossier insisteront plus que les DEA sur le rôle de l'animation communautaire comme détecteur de besoins. Ils précisent mieux l'action actuelle de SEAPAC et la fonction que ce secteur joue ou devrait jouer à leurs yeux.

Certains répondants parleront de l'utilisation des statistiques comme moyen de détection des besoins. Malgré cela, il n'en demeure pas moins que ces dernières sont relativement peu utilisées. Un répondant relèvera que, chez eux, des chercheurs ont produit un rapport assez sophistiqué sur les besoins de la clientèle. Pour différentes raisons, il leur aurait été impossible d'opérationnaliser les conclusions de ce rapport.

Comme autres moyens de détection, on a mentionné: utilisation du secteur régulier de la CSR - ex. localiser les parents d'enfants inadaptés -, les formateurs eux-mêmes et le Centre Eureka.

Concernant l'utilisation de renseignements personnels pour détecter les besoins, un porteur de dossier anglophone s'est dit fortement en désaccord. "La vie privée des gens ne nous regarde pas; l'anonymat en soit peut constituer un besoin".

2.4.3 Accueil

Les opinions des porteurs de dossier concordèrent avec celles des DEA sur ce point.

2.4.4 Evaluation

Rien de nouveau sur le fond n'a été apporté par les porteurs de dossier mais plusieurs précisions sur les instruments d'évaluation nous ont été transmises. Ainsi, on a mentionné sur quoi portaient les évaluations - adéquation cours-besoins, satisfaction, pédagogie, matériel, formateurs, etc. -. Dans un cas, on a relevé que, à l'occasion d'une évaluation formelle du cours, les étudiants avaient réagi en désirant obtenir un diplôme.

Dans deux autres cas, on a parlé des P.P.O. qui contiennent de facto une partie évaluative.

2.4.5 Planification

On développe ici aussi à peu près la même argumentation que les DEA. On ajoute quelques raisons expliquant l'absence de planification à long terme toutefois: "Le fait de savoir qu'il va y avoir des changements sans connaître leur nature n'aide pas à planifier" dira l'une. On précise qu'il est important d'avoir des orientations générales qui débordent un an mais les opinions sont partagées là-dessus. "Il peut être utile de planifier mais on doit conserver une marge de manoeuvre pour tenir compte des situations nouvelles comme la diminution des heures de travail". On a également relevé qu'une planification quelconque devrait inclure le perfectionnement des formateurs.

Bref, on croit qu'il est bon de planifier mais seulement jusqu'à un certain point. On ne veut pas s'enfermer dans un cadre trop rigide.

2.5 Services offerts

2.5.1 Services reçus de la DGEA

Peu d'éléments nouveaux par rapport aux commentaires des DEA. On précise toutefois que, lorsque des services ont été demandés à la DGEA, en général ils furent fournis et de façon satisfaisante.

Le SPEX semble avoir été le service de la DGEA le plus utilisé par le milieu. On mentionne les projets spéciaux comme ayant été une possibilité intéressante. Cependant, les délais reliés à ceux-ci ont découragé bon nombre de les utiliser.

2.5.2 Services offerts au milieu

En plus des cours, quelques CSR offrent des services d'animation et de consultation. La CSR "Côte-Nord" offre des services très circonscrits via le Centre Eureka. Pour la grande majorité des CSR, les services offerts au milieu se réduisent à des cours.

2.5.3 Chapeaux de cours

La pratique de transmettre des contenus de cours en utilisant des titres de cours passe-partout - titres reconnus par la DGEA - semble assez répandue. Cependant, les titres utilisés demeurent quand même très proches des contenus.

2.6 Gestion

2.6.1 Centralisation vs décentralisation

Les commentaires des porteurs de dossier sur ce thème se retrouvent dans ceux des DEA, qui avaient sensiblement plus élaboré sur la gestion que les porteurs de dossier. Une seule précision vaut peut-être la peine d'être apportée ici: quelques porteurs de dossier considéraient que l'enveloppe globale constituait un premier moyen de décentraliser la gestion en éducation populaire. Cependant, un répondant a cru nécessaire de préciser que le montant total ne s'en trouvait pas modifié et qu'il s'agissait conséquemment d'une sorte de leurre.

2.6.2 Leadership dans le milieu et autres intervenants

Concordance presque parfaite entre les porteurs de dossier et les DEA sur cette question. Un intervenant mentionne toutefois qu'à son avis "l'organisme le plus à même de gérer l'éducation populaire devrait être un office régional de planification regroupant tous les organismes du milieu".

2.6.3 Autofinancement

Ici aussi, il y a un consensus fort entre les diverses catégories professionnelles interrogées. Les porteurs de dossier

préciseront quelle proportion de leurs cours est autofinancée et quelle attitude ils ont adoptée face aux groupes défavorisés. Dans quelques cas, on facilite l'accès de ces groupes aux cours d'éducation populaire en diminuant les coûts; "on n'exige pas la même somme de tous. On part du principe que, si l'on n'aide pas certains groupes, ils n'auront simplement pas de services. On autofinance lorsqu'on s'adresse aux couches aisées.

Ailleurs, on ne modifie pas le coût d'un cours dépendant du groupe auquel on s'adresse. On peut noter également que, dans l'esprit des gens, la "qualité d'un cours est relié au prix qu'ils paient".

Notons en finissant que l'autofinancement sert à défrayer entre 50 et 80% des activités des CSR interrogées*. Un intervenant fera remarquer à juste titre que l'on est loin de la gratuité scolaire.

2.6.4 Commentaires généraux

Les porteurs de dossier considèrent que l'éducation populaire est mieux perçue en général. Il n'en demeure pas

* Tous les répondants ne se sont cependant pas prononcés là-dessus.

moins, selon certains, "qu'il faut continuer à faire des pieds et des mains pour réussir à se maintenir".

Dans la population, un répondant précise que "la formation générale, professionnelle et de langues passe avant l'éducation populaire à cause de l'importance de ces champs d'étude dans la vie professionnelle des individus". Par contre, d'autres répondants souligneront que, pour beaucoup d'adultes, seule l'éducation populaire peut les intéresser. Donc, en termes d'importance relative, c'est assez variable.

2.7 Contexte pédagogique

2.7.1 Dimension du rôle de porteur de dossier

La différence la plus marquée entre un porteur de dossier en éducation populaire et un en formation professionnelle, c'est la grande marge de manoeuvre du premier par rapport au second. Cette opinion est le fait de tous les porteurs de dossier qui se sont prononcés là-dessus.

On a souligné également que la sécurité d'emploi dans ce type de formation équivalait celle que l'on retrouvait dans les autres formations. Quant au perfectionnement, il semble que ce soit passablement restreint.

Une dernière dimension du travail de porteur de dossier a été relevée; il s'agit de ce rôle d'intervenant ou d'agent de changement dans le milieu.

2.7.2 Les formateurs et la pédagogie

Ce que l'on peut mentionner en premier sur ce thème, c'est que les porteurs de dossier ne s'ingèrent pas comme tel dans les questions pédagogiques. On émet donc des impressions

à ce sujet. On dira ainsi que la pédagogie en éducation populaire constitue un mélange de théorie, de pratique, et ... de chaleur humaine. Les approches seraient assez variées à cause des facteurs contextuels: coin de la ville ou du canton, température, facilités, accès à l'école, type de groupe, etc.

En général, les porteurs de dossier ne pensent pas que l'absence de sécurité d'emploi influe sur le goût à l'initiative des formateurs. "C'est clair au départ qu'on les engage pour une session; si ça marche à la session suivante, tant mieux, sinon tant pis". D'après certains répondants, les formateurs en éducation populaire ne recherchent pas une stabilité d'emploi, ne s'attendent pas à se faire offrir une sécurité professionnelle.

Un point important a été soulevé par un répondant: "L'orientation sociale ou individuelle d'un cours demeure très liée au formateur qui donne le cours".

2.8 Les divers intervenants dans le milieu

2.8.1 Contraintes à la collaboration

Quelques éléments nouveaux ont été relevés par les porteurs de dossier. On a parlé par exemple à quelques reprises du manque de leadership ou du refus de certains organismes d'accepter le leadership d'un autre organisme. On a aussi soulevé le problème du budget d'opération d'un office régional. Qui le financerait ? "Ce ne sera pas une mince affaire que d'aller chercher les fonds requis".

Un porteur de dossier anglophone de Montréal précisa que "sur l'île de Montréal, la coordination s'est toujours heurtée à des problèmes politiques entre anglophones et francophones".

2.8.2 Domaines de collaboration

La collaboration avec les loisirs de ville semble être assez répandue, selon les porteurs de dossier. On a mentionné que, dans certaines régions, les tables régionales de DEA assureraient à tout le moins une collaboration entre CSR. Les rencontres informelles de porteurs de dossier jouent à peu près le même rôle.

2.9 Clientèle

2.9.1 Données sur la clientèle

Ce que l'on peut noter tout d'abord, c'est qu'on ne possède pas de données statistiques précises sur la clientèle. Les impressions des porteurs de dossier sur les caractéristiques de la clientèle coïncident sensiblement avec celles des DEA. On précisera cependant que, même si on ne s'adresse pas en général à un groupe socio-économique, on cible malgré tout des clientèles spécifiques pour certains cours.

On note aussi que les clientèles défavorisées semblent particulièrement difficiles à atteindre.

2.9.2 Motivations de la clientèle

On peut d'abord traiter des motivations des gens à s'inscrire de façon aussi marquée dans les cours techniques. La dimension détente semble prédominer avec celle de créativité manuelle. On mentionne également le désir d'économiser en réalisant des choses soi-même. On relève que le niveau de scolarité relativement peu élevé de la clientèle expliquerait en partie cette crainte des cours dits intellectuels.

Il y a un deuxième fait à expliquer: plus de 85% de la clientèle est composé de femmes. Du côté des motivations de la femme, on peut relever l'ennui de demeurer à la maison, le besoin de s'affirmer, de créer, d'amener du nouveau dans la famille. On note aussi que les cours offerts se rattachent aux rôles traditionnels de la femme. On parle aussi de la plus grande disponibilité des femmes pour suivre ces cours.

La dimension rencontre sociale revient de temps en temps mais pas de façon aussi marquée qu'on aurait pu le croire. Un répondant soutiendra que, lorsqu'on prend la peine de fouiller un peu les besoins, les cours à portée sociale deviennent plus populaires.

2.9.3 Commentaires généraux

Deux commentaires me sont apparus suffisamment importants pour le reproduire ici: "Il est un peu trop simple de prétendre que les cours techniques ne sont pas socialisants en soi; dans certains cas, c'est loin d'être exact".

Un autre intervenant disait: "Chez nous on veut faire de l'éducation populaire un agent de changement social au service du milieu".

Chapitre 3: Point de vue des formateurs en éducation populaire

3.1 Les définitions

3.1.1 Généralités

Sur ce thème particulier, les formateurs définiront l'éducation populaire comme étant "une façon de venir en aide aux personnes qui ressentent des besoins de diverses natures: économique, sociale et culturelle". Les besoins peuvent être soit immédiats soit la résultante d'un long processus. C'est en quelque sorte "le lieu où peut se concrétiser la réalisation de vieux rêves d'enfance".

Quelques intervenants parleront de l'éducation populaire comme d'un processus devant rendre l'individu capable de faire ses choix. On mentionnera également qu'on ne vient pas en éducation populaire pour prouver quelque chose; on y vient pour ce que ça peut nous apporter.

3.1.2 Spécificité de l'éducation populaire

C'est probablement sur cette question de la spécificité de l'éducation populaire que les formateurs ont le plus élaboré. Ils se sentaient visiblement à l'aise de discuter sur cette dimension.

On peut mentionner en un premier temps que les caractéristiques déjà relevées par les deux autres groupes l'ont été ici aussi de façon générale. Ce qui différencie le plus les interventions des formateurs se situe plutôt au niveau de la personnalisation de ces interventions. On constate assez vite que ce groupe demeure le seul qui soit en contact direct et constant avec la clientèle. Ce facteur empêchera, jusqu'à un certain point, les formateurs de se prononcer sur d'autres dimensions mais, sur celle-ci, ils compenseront largement.

La façon la plus simple, à notre avis, de transmettre ces commentaires consiste à les transcrire comme tels. En effet, il y a peu à ajouter parce qu'ils parlent d'eux-mêmes.

- L'éducation populaire, à mes yeux, c'est l'apprentissage à la débrouillardise, à la personnalisation des habiletés individuelles.
- C'est un moyen pour permettre à l'individu d'évoluer, de s'ouvrir des portes et non de s'occuper pour s'empêcher de penser.
- Si l'on s'en va vers une société des loisirs, l'éducation populaire va devoir y occuper une bonne place.

- C'est une formation qui sert souvent d'amorce à la poursuite d'études.
- Formation manuelle pour des femmes très scolarisées qui ont en quelque sorte passé par-dessus.
- Ce qui est spécifique, c'est la liberté de choix.
- Activités qui permettent aux gens d'apprendre, de s'extérioriser et de se rencontrer.
- Dans mon esprit, ça peut aller très loin. Le climat d'échange et d'amitié peut sauver quelqu'un de la dépression.
- Formation caractérisée par la motivation des gens qui viennent et la disponibilité des responsables.
- Sortie sociale structurée où, par la même occasion, on acquiert une technique ou bien on en améliore une qu'on avait déjà.
- Formation plus personnalisée que le général ou le professionnel parce que ne conduisant pas à l'obtention d'un diplôme.
- Formation accessible à tout le monde, indépendamment du niveau de scolarité.

- Formation qui vise à apprendre quelque chose aux gens tout en les distrayant.
- Formation qui peut inclure du perfectionnement "professionnel" mais non dans le but d'aller sur le marché du travail.
- Formation encore trop structurée pour permettre aux formateurs de déborder la matière du cours.

3.1.3 définition provinciale vs réalité locale

Comme dans le cas des deux autres groupes, les formateurs ne connaissaient pas la définition provinciale ou ne s'en souvenaient plus. Peu de répondants se sont prononcés sur cette question de l'adéquation entre définition provinciale et réalité locale. Un fait nous apparaît cependant digne de mention dans les commentaires recueillis: les formateurs ont tendance à considérer la définition provinciale de façon nettement moins théorique que les autres groupes. Certains ont même ajouté que cette définition, traduite en langage courant, s'appliquait assez bien à ce qu'ils vivaient. En d'autres termes, la définition ne leur fait pas peur et, dans l'ensemble, ils l'acceptent bien.

3.1.4 Animation communautaire et éducation populaire

Les réponses des formateurs sur cette question nous semblent intéressantes du fait qu'ils ne se sentent aucunement concernés par les enjeux de la lutte actuelle entre éducation populaire et animation communautaire.

Mentionnons tout de suite que plus de la moitié des intervenants ne se sont pas prononcés sur cette question - n'ayant pas d'opinion là-dessus -.

Pour quelques-uns, l'animation communautaire, "c'est faire vivre son milieu, lui permettre de se trouver, de se connaître". On force d'une certaine façon les gens à réaliser quelque chose d'eux-mêmes plutôt que de leur offrir des cadeaux tout faits, dira un autre.

On relèvera également que l'animation communautaire constitue un moyen nettement plus souple que "l'éducation populaire cours" de s'infiltrer dans les petits groupes et dans les régions rurales éloignées et fermées.

On mentionne de plus que "l'animation communautaire demeure "un moyen de faire préciser aux gens leurs besoins et de les amener à demander les services ou les cours nécessaires".

Donner des cours peut amener des gens à l'animation communautaire et l'action communautaire peut amener des gens à des cours. Cette façon de voir synthétise assez bien la position des formateurs sur la question.

Un répondant soutiendra très sérieusement que "l'animation communautaire devrait servir de moyen pour faire connaître aux formateurs ce qu'est au juste l'animation communautaire".

3.2 Objectif et moyens

3.2.1 Les finalités

Le seul élément nouveau amené par les formateurs sur ce thème pourrait se résumer ainsi: augmenter le niveau de formation chez la population, animer les groupes et promouvoir la participation*1.

3.2.2 Objectifs concrets

Règle générale, les formateurs ne sont pas au courant des objectifs de leur SEA en éducation populaire. Ils connaissent le ou les objectif(s) de leur cours mais ça s'arrête là*2.

Un formateur a mentionné qu'un des objectifs concrets de son SEA consistait à "faire connaître à la population les services disponibles de la CSR auxquels elle a droit".

*1 Cette position demeure toutefois le fait de deux ou trois formateurs.

*2 Un certain nombre de formateurs a manifesté le désir d'être tenu au courant des objectifs du SEA par leur porteur de dossier.

3.2.3 Facteurs contraignants et moyens

Règle générale, on ne relève pas de problèmes sérieux du côté des ressources: "Pas de problèmes côté ressources à condition d'être débrouillard"*.

On a relevé à quelques reprises certains problèmes rencontrés avec le secteur régulier.

3.2.4 Opérationnalisation des objectifs

Les formateurs supposent que les objectifs des SEA, qu'ils ne connaissent pas, sont surtout opérationnalisés via les cours qu'ils donnent. Une formatrice s'étonnera du fait que "si c'est à nous d'opérationnaliser les objectifs d'un SEA en éducation populaire, c'est assez étonnant que nous ne soyons non seulement pas consultées mais même pas informées".

3.2.5 Objectifs provinciaux vs objectifs locaux

Comme les formateurs ne connaissent pas les objectifs provinciaux, on leur transmet cette information. Or, comme ils

* Une exception marquée cependant sur la moyenne et la basse Côte-Nord où il y a un manque chronique des équipements auxquels aurait droit cette population en expansion très rapide.

ne connaissent pas non plus les objectifs locaux, la grande majorité des répondants se dit incapable de répondre à la question. On leur demande alors s'il y a continuité entre les objectifs provinciaux et les objectifs qu'ils poursuivent à l'intérieur de leur cours. Exception faite de trois ou quatre, les formateurs répondront que oui. On considère qu'effectivement on consciencise les gens à mieux jouer leurs rôles sociaux et que, par inférence, on réalise ainsi une certaine promotion collective.

"Après tout, les gens se parlent entre eux"*.

3.2.6 Priorités

D'après quelques répondants, le principal critère pour fixer des priorités, ça devrait être les demandes du milieu. On a parlé également d'avoir des enveloppes régionales en éducation populaire comme priorité. Dans l'ensemble cependant, il n'y a pas de consensus. L'un privilégie les arts plastiques, l'autre les techniques et le troisième la promotion collective. Une formatrice de la Côte-Nord fournira toutefois un éclairage intéressant sur la question: "Il est nécessaire d'avoir une orientation ou des priorités provinciales d'une part et des priorités

* La dynamique de la participation collective peut emprunter, à notre avis, de multiples voies. Les cours techniques peuvent effectivement servir de démarreur.

locales d'autre part. Le problème surgit parce que, au-delà du phrasage, la ligne de conduite du provincial est strictement budgétaire. C'est bien beau d'avoir des priorités nobles au local quand tu es confrontée avec des colonnes de chiffres".

L'unanimité s'est dégagée pour ce qui était d'avoir des priorités définies au niveau local.

3.3 Promotion

3.3.1 Moyens de promotion

A toutes fins pratiques, il n'y a rien de nouveau par rapport aux renseignements obtenus grâce aux porteurs de dossier. On mentionnera simplement que l'animation communautaire devrait être plus largement utilisée pour la promotion des cours à portée sociale. On a relevé également l'information transmise lors des journées d'inscription et celle, plutôt mélangeante, de la Commission de formation professionnelle. Les gens auraient en effet tendance à confondre tout ça.

Les formateurs de la Côte-Nord ont, une fois de plus, fait savoir qu'ils souffraient d'un manque de ressources humaines et matérielles très grave. "On doit faire venir à prix d'or des gens de Québec ou Montréal". Plusieurs formateurs reçoivent comme instruction de ne faire aucune publicité comme telle à l'intérieur de leurs cours.

3.3.2 Contraintes à la promotion

Rien à ajouter sur ce thème.

3.3.3 Résultats de la promotion

Toute proportion gardée, la promotion s'avère efficace si l'on prend comme critère la popularité de l'éducation populaire. Quelques formateurs mentionneront toutefois que l'on voit souvent les mêmes personnes d'une année à l'autre et que la promotion s'avère nettement plus efficace en ville qu'à la campagne.

Quant à l'incidence de l'éducation populaire sur les activités économiques des marchands locaux, les formateurs ont soulevé quelques faits intéressants:

- les marchands de matériaux bruts profitent plus de l'éducation populaire que les marchands de produits finis;
- Les marchands doivent acquérir eux-mêmes une plus grande compétence pour offrir un meilleur service à des clientes devenues plus critiques;
- les marchands font une assez bonne promotion des cours en éducation populaire;
- il y a dans certains cas un véritable marché qui se crée.

Quelques formatrices ont mentionné que l'éducation populaire conduisait parfois vers d'autres types de formation et même vers des activités rémunératrices comme couturière de village*1. Il n'y aurait pas, d'après la plupart des répondants, de volonté préméditée de la CSR d'attirer la clientèle d'éducation populaire vers d'autres types de cours*2.

*1 On ne possède toutefois pas suffisamment de données pour se prononcer sur l'ampleur du phénomène.

*2 Il serait très précieux de savoir si des étudiants en techniques se retrouvent plus tard dans des cours à portée plus sociale. Aucun traitement des statistiques actuelles nous permet de mesurer l'ampleur de ce phénomène de récurrence en éducation populaire.

3.4 Besoins et évaluation

3.4.1 Expression des besoins

Le seul élément nouveau concernant l'expression des besoins, c'est que le milieu urbain apparaît plus exigeant que le milieu rural en ce qui a trait aux contenus, à la variété, à la pédagogie utilisée, etc.

3.4.2 Moyens de détection des besoins

Plusieurs formateurs précisent avec les étudiantes quels sont les besoins et objectifs de la clientèle. Sauf dans trois ou quatre cas, les formateurs ne sont pas au courant des moyens de détection de besoins utilisés par la SEA. Quelques-uns considèrent que l'utilisation de données statistiques sûres devrait servir couramment pour cibler des clientèles.

On a mentionné que, dans certains milieux ruraux, c'était constamment des demandes de groupe qui parvenaient. Cependant, certains répondants ont prétendu qu'il pouvait s'agir autant du besoin du promoteur que du groupe lui-même. Il y aurait à vérifier cela plus attentivement.

A Port-Cartier, sur la Côte-Nord, une étude assez élaborée a été réalisée pour détecter les besoins de la population. Cette CSR possède également un centre à aire ouverte qui joue un rôle de détecteur de besoins.

3.4.3 Accueil

Les formateurs s'étant prononcés sur cet aspect considèrent que l'accueil à de nouveaux besoins peut être considéré comme très satisfaisant. A leur avis, le meilleur indice de cette réalité, c'est que les étudiantes en demandent toujours plus d'une année à l'autre.

Un répondant mentionnera que "on répond peut-être de façon satisfaisante mais on ne répond qu'à 10% des demandes".

3.4.4 Evaluation

Les formateurs ont passablement élaboré sur ce thème mais dans le même sens que les DEA et les porteurs de dossier. Rien de nouveau n'a été ajouté.

3.4.5 Planification

Même argumentation que les groupes précédents.

3.5 Services offerts

3.5.1 Services reçus de la DGEA

Rien de nouveau sur ce thème. Une répondante souligne cependant que "c'est une erreur d'attendre les offres de services; il faut faire des demandes et, à ce moment-là, on obtient satisfaction". Plusieurs répondants s'étonnèrent que l'on n'utilise pas davantage les services disponibles à la DGEA.

3.5.2 Services offerts au milieu

De l'avis de la majorité, ces services se résument presque essentiellement aux cours qu'ils donnent.

3.6 Gestion

3.6.1 Centralisation vs décentralisation

Les formateurs ne se sont pas prononcés sur cette question.

3.6.2 Leadership dans le milieu et autres intervenants

Selon les formateurs, comme les autres groupes d'intervenants, la CSR demeure l'organisme le plus à même de superviser l'éducation populaire dans une région. Toutefois, on se refuse à parler de contrôle. Certains répondants perçoivent mieux le rôle et l'utilité des OVEP parce qu'ils y militent eux-mêmes. On préfère parler de soutien ou de support plutôt que de contrôle.

3.6.3 Autofinancement

Comme mentionné précédemment, ce thème de l'autofinancement provoque le plus fort consensus chez tous les intervenants. Les formateurs, quant à eux, insisteront sur l'inaccessibilité des groupes défavorisés à des cours d'éducation populaire trop dispendieux. On mentionnera que certains cours de la CSR s'avèrent plus cher que des cours similaires donnés par

des firmes privées. Une répondante fera remarquer toutefois que le prix d'un cours est relié à la nature de ce cours. "Il faut exiger plus cher pour un cours de cuisine de luxe que pour un cours de tricot pour la simple raison que ça coûte plus cher à organiser.

Un formateur en relations humaines à la fois dans une CSR et dans un CEGEP nous relata le fait suivant: "Je donne le même cours à la CSR et au CEGEP, dans le premier cas, c'est \$ 6.00 et dans le second \$ 45.00. Pourtant, j'ai plus d'étudiants au CEGEP qu'à la CSR. Les gens semblent s'imaginer que c'est meilleur parce que plus cher; il y a sûrement aussi un peu de snobisme".

Ce à quoi une répondante rétorquera: "Je trouve assez terrible que l'on motive des gens à se former en les faisant payer plus cher".

3.6.4 Commentaires généraux

Certains formateurs pensent que l'éducation populaire est mieux perçue par la population en général que par les administrateurs: "Ils reçoivent de l'argent et s'organisent pour la dépenser". Pour beaucoup d'adultes, l'éducation populaire demeure la seule possibilité de poursuivre des études parce que

l'académique ne les intéresse pas. La place importante de l'éducation populaire à l'intérieur d'une société des loisirs a été également relevée par quelques-uns.

Aux formateurs eux-mêmes, l'éducation populaire apparaît évidemment aussi importante que tout autre type de formation.

3.7 Contexte pédagogique

Cette dimension fut largement touchée par les formateurs. Due au type d'interventions, la répartition des thèmes ne sera pas la même que pour les autres groupes.

3.7.1 Les approches pédagogiques

La première observation générale, c'est que les formateurs, dans leur quasi-totalité, privilégient une approche où l'on aide les étudiants à s'approprier la matière plutôt qu'une approche qui consiste à transmettre une matière "mâchée d'avance". Dans cette optique, plusieurs répondants se perçoivent comme une ressource éducative, un facilitateur plutôt que comme un maître.

Quelques répondants considèrent le rôle du formateur en éducation populaire comme celui d'un animateur. Il semble également que l'approche magistrale demeure prépondérante mais sous une forme nettement personnalisée. Le théorique et le pratique coexistent dans presque tous les cours avec une insistance sur le pratique.

On mentionna à plusieurs reprises la souplesse propre à l'éducation populaire "Ayant déjà enseigné au régulier, je trouve que les formateurs en éducation populaire ont beaucoup de latitude". Ainsi, dans certains cas, la pédagogie et les objectifs du cours sont déterminés par le groupe lui-même.

Une dimension du rôle de formateur en éducation populaire revint à plusieurs reprises: la nécessité d'être disponible et attentif aux gens "Je me situe dans une espèce de relation d'aide avec certaines de mes étudiantes".

Les formateurs utilisant des P.P.O. déclarent que ça limite leur marge de manoeuvre pour ce qui est du contenu. Quant à l'approche pédagogique comme telle, cette forme de programmation ne semble pas trop influencer la situation.

L'utilisation des moyens audio-visuels demeure assez faible en général, les stages dans les magasins et les boutiques par contre connaissent une certaine popularité. L'écrit et l'illustration photocopiée continuent d'être les média les plus en usage.

Dans certains cas, l'apprentissage d'une technique sera accompagné d'une conscientisation au rôle de consommateur.

Cette démarche semble liée à la personnalité du formateur. On a aussi mentionné l'approche individualisée dans deux ou trois cas.

3.7.2 Sécurité d'emploi

Pour une grande majorité des formateurs, l'insécurité d'emploi ne les dérange pas du fait qu'il s'agit là d'un "à-côté". On soulignera toutefois que "si tu n'es pas sûre d'être encore là dans trois mois, ça peut t'enlever le goût de faire des choses". Règle générale, l'initiative des formateurs ne souffre pas de cette réalité.

Une intervenante, pour qui l'éducation populaire était une source principale de revenu, déclarait: "On paie une cotisation syndicale et on n'a aucune protection. S'il n'y a pas suffisamment d'étudiants telle session, c'est une chose. Si, par contre, il y en a suffisamment et que je fais l'affaire, j'aimerais avoir mon nom sur une liste prioritaire de rappel".

Les autres participants à cette entrevue de groupe se sont dits en accord avec cette position.

3.8 Les divers intervenants dans le milieu

3.8.1 Contraintes à la collaboration

Peu de formateurs se sont prononcés là-dessus. Ceux qui l'ont fait ont surtout insisté sur les contraintes internes: "Comment voulez-vous qu'il y ait collaboration avec d'autres organismes quand le SEA ne s'entend même pas avec le secteur régulier de la CSR?"

Des répondants de Sept-Iles mentionneront que, malgré le manque grave de ressources, les "organismes ne sont même pas foutus de collaborer". Ailleurs, on dira que c'est lié aux administrateurs en place". Il y en a qui manque désespérément d'imagination et d'initiative, il y aurait des renouvellements à effectuer".

3.8.2 Domaines de collaboration

Pas d'informations recueillies sur ce thème.

3.8.3 Commentaires généraux

N11.

3.9 Clientèle

3.9.1 Données sur la clientèle

Rien de nouveau ne fut ajouté sur cette dimension.

3.9.2 Motivation de la clientèle

Les formateurs ont d'abord traité des motivations qui poussaient les gens à s'inscrire en techniques. Le désir d'économiser, de créer à peu de frais des choses de leurs mains a été relevé par quelques répondants. "Plusieurs femmes doivent s'organiser avec un budget serré et l'éducation populaire leur fournit certains outils pour ce faire". On a mentionné également la dimension "détente" comme explicative de la grande popularité des cours techniques par rapport aux cours à portée sociale, jugés plus stressants. Les hommes, eux, par esprit pragmatique, auraient plutôt tendance à suivre des cours utiles à leur carrière. Quant aux femmes, en plus des motivations énumérées par les porteurs, il y aurait le goût de réintégrer par ce biais la société. La télévision inciterait également, de façon indirecte, les femmes à suivre des cours d'éducation populaire. Selon les formateurs, la dimension "rencontre sociale" demeure malgré tout très importante.

Achévé d'imprimer à
Québec en janvier 1978, sur
les presses du service de la Reprographie
du Bureau de l'Éditeur officiel
du Québec.



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
SERVICE DE LA REPROGRAPHIE
Janvier 1978